

Au Chili, les sinistrés de Dichato ne veulent pas redescendre au bord du Pacifique

Ce petit village de la côte chilienne a été balayé par le tsunami du 27 février consécutif au tremblement de terre qui a secoué la région

DICHATO
De notre envoyée spéciale

Teresa a mis dix jours à retrouver sa maison. Dix jours à errer parmi les décombres, les ruines, dans la poussière et, bientôt, avec l'odeur persistante des corps en décomposition. Sa maison a tout simplement été anéantie par le tsunami qui a suivi le tremblement de terre. Dichato, charmant petit village de pêcheurs au bord du Pacifique qui vivait surtout du tourisme, déplore 17 morts et une quarantaine de disparus. Près de 80 % de la population est sinistrée: 4000 personnes, sur un total de 5000 habitants, vivent désormais dans des campements improvisés, sur les hauteurs, au bord de la route, dans des tentes, sous des bâches ou même sous les arbres. À l'emplacement de sa maison en bois, Teresa a retrouvé, presque intacts, les toilettes, la seule pièce construite en ciment. Au sol, elle peut identifier le dallage du salon et de la cuisine. Le reste, murs, toit, affaires personnelles, s'est littéralement volatilisé.

Le séisme a déplacé des villes chiliennes et argentines

Selon l'étude menée par une équipe de géophysiciens américains de l'université de l'Ohio, le séisme de magnitude 8,8 qui a touché le centre du Chili le 27 février a provoqué des déplacements dans la géographie régionale. La seconde ville du pays, Concepcion, la plus touchée par le séisme, s'est ainsi déplacée de 3,04 mètres vers l'ouest, rapportent les chercheurs qui ont effectué leurs analyses à partir des données fournies par des GPS. La capitale, Santiago, qui a aussi subi de fortes secousses, a glissé de 27,5 centimètres dans la direction ouest-sud-ouest. Même l'Argentine voisine a été touchée: Buenos Aires, située de l'autre côté des Andes, sur la côte atlantique, a bougé de 2,5 centimètres vers l'ouest. Au total, selon le numéro deux mondial du secteur de la réassurance, Swiss Re, les dégâts provoqués par le séisme devraient coûter entre 2,9 et 5,2 milliards d'euros.

Sebastian Piñera prend les rênes d'un pays encore sous le choc

Vainqueur de l'élection présidentielle de janvier, l'homme d'affaires va devoir relever le défi du séisme et de la reconstruction

Porté à la présidence de la République en janvier dernier par des électeurs confiants et optimistes, Sebastian Piñera prend aujourd'hui les rênes d'un Chili montrant un tout autre visage, défiguré en partie par le violent tremblement de terre du 27 février. Alors que le début de l'année 2010 avait été marqué par le retour du dynamisme économique et que les autorités saluaient l'entrée du pays dans l'OCDE, le «club des pays riches» dont il est devenu le premier membre sud-américain, c'est d'une nation à reconstruire qu'hériterait l'homme d'affaires en succédant aujourd'hui

«La plupart des morts étaient des touristes qui n'étaient pas informés des mesures à prendre en cas de gros séisme, explique Eduardo Aguilera, le maire de Tomé, dont dépend Dichato. Les locaux, eux, connaissaient le risque de tsunami et ont tout de suite rejoint les collines.» Car ici, sur la côte chilienne, tout le monde l'attendait, ce fameux tremblement de terre destructeur annoncé par les sismologues. Un peu partout, des panneaux indiquaient les voies à prendre pour se mettre à l'abri en hauteur en cas de tsunami. Pourtant, certains n'ont pas voulu partir. «Mon voisin d'en face pensait qu'il était en sécurité à l'étage, raconte Victor, un habitant de 53 ans. Mais la vague est passée par-dessus la maison. Elle a emporté l'étage, et lui avec.»

Les informations erronées ont fait le reste: dix minutes après le tremblement de terre, une première vague a envahi le village, mais sans provoquer trop de dégâts. À la radio, on annonçait qu'il n'y avait aucune alerte de tsunami. Certains, qui n'avaient pas attendu pour se réfugier en hauteur, sont alors redescendus chercher des affaires. C'est là qu'ils ont été happés par une deuxième vague, plus haute, tourbillonnante et destructrice, qui a tout emporté sur son passage. Une troisième a fini de tout dévaster. «Mon père a cherché notre maison pendant plusieurs jours, explique

Maria Victoria, 17 ans. Il l'a finalement retrouvée, à un demi-kilomètre de son emplacement d'origine.» Un chalutier a été emporté sur plus de deux kilomètres: il a contourné une colline avant de se poser au pied d'une route. On aperçoit encore les algues accrochées aux arbres, à plus de six mètres de hauteur.

Victor, lui, a eu de la chance dans son malheur: sa maison est une des seules à avoir tenu le coup, bien qu'il ait tout perdu à l'intérieur.

«Les gens ont peur, ils sont traumatisés. L'urgence est d'abord de créer des camps et de leur donner à manger et à boire.»

Mais selon Helmut Sutter, de la direction de protection civile de la municipalité de Tomé, les quelques maisons qui restent sur pied au bord de la mer ont des fissures telles qu'elles devront être rasées. «Aujourd'hui, on ne recherche plus des survivants, seulement des corps. Puis viendra le temps de la reconstruction», explique un pompier.

«Les gens ont peur, ils sont traumatisés. L'urgence est d'abord de créer des camps et de leur donner à manger et à boire», considère Helmut Sutter. La solidarité a joué et de l'eau, de la nourriture, des vêtements donnés par d'autres Chiliens sont distribués par la mairie ou la paroisse. L'aide internationale, elle, arrive au compte-gouttes. Une ONG espagnole a envoyé une équipe pour la recherche d'éventuels survivants, et le ministère français des affaires étrangères six personnes pour évaluer les besoins des populations.

Les sinistrés ont installé des dizaines de campements de fortune sur les collines alentour et refusent d'être parqués dans des camps de réfugiés ou sous des tentes collectives. Les autorités, elles, voudraient au contraire pouvoir les regrouper pour leur faire parvenir

plus facilement nourriture, eau, médicaments et soutien psychologique. Aujourd'hui, beaucoup de familles sont isolées et la situation s'aggrave à mesure que la saison des pluies approche. «Nous ne voulons pas nous joindre à d'autres familles, assure Mariela, 40 ans, réfugiée sous une tente avec onze membres de sa famille. On est bien comme ça, on n'a pas envie de supporter la mauvaise humeur et les peurs des autres.»

Revenir au village un jour? Pour Maria Victoria comme pour la plupart des sinistrés, il n'en est pas question: «J'ai vu comment une femme a été emportée par l'eau; je ne veux plus vivre en bas, c'est une certitude, et personne autour de moi n'en a envie.» Mais, selon le maire, «à mesure que le temps passera, de plus en plus de gens oublieront et chercheront à redescendre». C'est déjà le cas de Teresa, assise dans ce qui était son salon. «Je ne veux pas partir. J'ai toute ma vie ici, dit-elle en contemplant les ruines. Si Dieu nous a laissé la vie sauve, c'est pour aller de l'avant, et tout reconstruire.»

Pour le maire, la seule solution à ce moment-là passera par un décret d'interdiction de construire. «Sinon, dans cinq ou dix ans, on aura en bas à nouveau tout le village, et qui sait ce qui peut arriver dans trente ou cinquante ans», s'interroge-t-il. Problème: les terres sur les hauteurs appartiennent à des entreprises forestières. Le maire n'hésite pas une seule seconde: «On négociera la vente des terrains, leur don, ou alors on expropriera pour construire des maisons ou des pavillons.»

Avant-hier, la présidente de la république Michelle Bachelet a visité le village. «Nous savons tous que Dichato va être reconstruit», a-t-elle déclaré, en assurant que les sinistrés recevront une aide pour acquérir un nouveau logement. Des paroles rassurantes, dont les habitants espèrent qu'elles seront suivies d'effet. Michelle Bachelet doit laisser aujourd'hui la présidence à son successeur, Sebastian Piñera.

ANGELINE MONTROYA

EXPLICATION

Entre la France et l'Iran, des libérations très politiques

Le tribunal d'application des peines de Paris a reporté au 18 mai la décision de libération conditionnelle d'Ali Vakili Rad, un Iranien condamné pour l'assassinat de l'ex-premier ministre iranien Chapour Bakhtiar.

Pourquoi ce délai ?

Le tribunal d'application des peines, compétent en matière de terrorisme, doit attendre la signature par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, d'un arrêté d'expulsion, avant de décider d'une libération conditionnelle d'Ali Vakili Rad. Celui-ci a été condamné en 1994 à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans, pour l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, le 6 août 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine), où ce dernier vivait en exil.

L'avocat d'Ali Vakili Rad, M^e Sorin Margulis, a invoqué «une raison technique» pour expliquer ce délai. «Il n'appartient plus qu'à l'administration, au système politique si l'on peut dire, de prendre cette décision» d'expulsion, a-t-il déclaré avant-hier. Le 2 juillet dernier, l'avocat avait obtenu un arrêt de la cour d'appel de Paris mettant fin à la peine de sûreté de son client en raison de son «attitude exemplaire». Dans la foulée, le 14 août, il avait déposé une demande de liberté conditionnelle, assortie d'une mesure d'expulsion du territoire. Si les autorités judiciaires devaient satisfaire sa requête, l'assassin de Chapour Bakhtiar pourrait regagner l'Iran.

Y a-t-il un lien avec Clotilde Reiss ?

Officiellement, il n'y a pas de relation entre le sort d'Ali Vakili Rad et celui de la jeune chercheuse française Clotilde Reiss, retenue en Iran où elle est accusée d'avoir participé à des manifestations antigouvernementales. Pourtant, il est probable que les deux dossiers sont liés. À l'été 2009, l'Iran avait évoqué le cas d'Iraniens détenus en France, en réponse à une question sur la libération de la jeune Française, sans mentionner explicitement le cas d'Ali Vakili Rad.

Le nouveau délai peut en tout cas laisser du temps, à la France et à l'Iran, pour trouver un arrangement concernant un échange éventuel entre Ali Vakili Rad et Clotilde Reiss. Libérée sous caution, assignée à résidence à l'ambassade de France à Téhéran depuis sept mois, après avoir comparu devant la justice iranienne, la jeune femme attend son jugement.

A. R.

sera surveillé de près dans un pays qui n'a pas connu d'alternance depuis vingt ans. Depuis la chute d'Augusto Pinochet, le Chili a été dirigé par une coalition de centre gauche réunissant notamment socialistes et démocrates-chrétiens.

Surnommé par des adversaires le «Berlusconi chilien», il sera surveillé de près dans un pays qui n'a pas connu d'alternance depuis vingt ans.

Le moindre faux pas ne lui sera pas pardonné, en particulier sur le terrain toujours sensible des droits de l'homme.

Ensuite parce que les cafouillages qui ont suivi le séisme – acheminement tardif de l'aide,

problèmes de sécurité, etc. – n'ont manifestement pas entamé la formidable popularité de la présidente sortante, Michelle Bachelet: elle quitte aujourd'hui le pouvoir avec un taux d'approbation de 84 %, grâce à son action sociale et ses mesures en faveur des femmes, de la famille, de la justice et des droits de l'homme. Si elle n'a rien dit de ses intentions politiques futures, elle peut envisager une nouvelle candidature dès 2013 – la Constitution interdit en effet deux mandats présidentiels successifs, mais n'exclut pas un retour aux affaires quatre ans plus tard.

Reste que Sebastian Piñera, qui a mis en avant pendant la campagne son expérience d'homme d'affaires habile, peut saisir l'opportunité du chantier de la reconstruction pour faire preuve de ses compétences. Et tenir ses promesses de création d'emplois, sans pour autant revenir sur la politique sociale de ses prédécesseurs de gauche.

GILLES BIASSETTE